

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 26 novembre 2014

A 19H.30 en salle du Conseil Municipal de NEUFGRANGE

Convocation en date du 19/11/2014

❖ Présents :

Maire et Président de séance : M. Gérard LEDIG

08 DEC. 2014

Adjoint : BARTHEL J. – KIRCH L. – MOMPER S.

Conseillers Municipaux : GROSZ D. – SCHAEFFER Fr. – MOURER Ch. -
STELLA L. – ZINS P. – SCHAUB M. – SCHMIDT E.

❖ Absents excusés : YAX M.A.

❖ Absents excusés ayant donnés pouvoir : AMANN A. (procuration à G. Ledig) – BUR L. (procuration à BARTHEL J.) – SCHNEIDER A. (procuration à KIRCH L.)

❖ Absents non excusés : 0

Membres en exercice : 15 Membres présents : 11 Membres absents : 04 Pouvoirs : 03

4° PRESCRIPTION DE LA REVISION DU POS valant transformation en Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Maire expose que le Plan d'Occupation des Sols (POS) tel qu'il a été approuvé le 03/02/1984 ne correspond plus aux exigences actuelles de l'aménagement spatial de la commune pour les raisons suivantes :

. Le POS n'est pas compatible avec les orientations du SCOT,

. Le POS n'intègre pas les dispositions de la loi Grenelle II dans le document d'urbanisme local. Il s'agit d'inscrire la commune dans les dispositions de la loi dite ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014 qui prévoit que les POS seront caducs à compter du 1^{er} janvier 2016, la caducité du POS entraînerait un retour à l'application du règlement national d'urbanisme ce que la commune ne souhaite pas.

Il est nécessaire d'envisager une révision du POS avec transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU).

CONSIDERANT

- le Plan d'Occupation des Sols tel qu'il a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 03/02/1984 ;
- qu'il y a lieu de mettre en révision le Plan d'Occupation des Sols sur l'ensemble du territoire communal et de le transformer en PLU, conformément à l'article L123-13 du Code de l'Urbanisme ;

- qu'il y a lieu de préciser les objectifs poursuivis ;
- qu'il y a lieu de préciser les modalités d'une concertation conformément à l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- 1 de prescrire la révision sur l'ensemble du territoire communal du Plan d'Occupation des Sols (POS) et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU), conformément aux dispositions de l'article L123-13 du Code de l'Urbanisme ;
- 2 de préciser les objectifs poursuivis :
 - . Définir un projet d'urbanisme local intégrant les exigences législatives et réglementaires actuelles (mise en compatibilité avec le SCoTAS ; mise en conformité avec le Grenelle, loi Modernisation de l'Agriculture, loi ALUR, loi d'Avenir de l'agriculture),
 - . Fixer et atteindre à travers le PLU un développement équilibré et cohérent de la commune en tenant compte des enjeux environnementaux, paysagers et de risques et visant à limiter la consommation foncière d'espaces agricoles,
 - . Définir un projet politique actualisé en accord avec les besoins et nécessités d'aménagement et de développement de la commune (PADD dit programme d'aménagement de développement durable),
 - . Définir une ou des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sur les secteurs qui feront l'objet d'une opération d'ensemble,
 - . Etablir le plan et règlement de zonage en accord avec le projet politique définir.
- 3 pour mener à bien la concertation prévue à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, d'associer les habitants de NEUFGRANGE, les associations locales et les autres personnes concernées par :
 - ouverture d'un registre en mairie pour y consigner les observations,
 - parution dans la presse,
 - réunion publique,
 - bulletin municipal
 - affichage
- 4 que la révision du POS et sa transformation en PLU sera élaborée, conformément à l'article L123-6 du Code de l'Urbanisme, en collaboration avec l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre ;
- 5 que les services de l'Etat seront associés à l'élaboration du projet de révision de POS avec transformation en PLU, conformément à l'article L123-7 du Code de l'Urbanisme, soit à la demande du Préfet, soit à l'initiative du Maire ;
- 6 que les personnes publiques autres que l'Etat, conformément à l'article L123-8 du Code de l'Urbanisme, seront consultées à leur demande au cours de l'élaboration du projet de révision de POS avec transformation en PLU ;
- 7 que le Conseil Général sera associé à la révision du POS avec transformation en PLU, et de solliciter auprès de lui la subvention afférente ;
- 8 de donner tout pouvoir au Maire pour choisir le (ou les) organismes (s) chargé (s) de la révision du POS et sa transformation en PLU ;
- 9 de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'élaboration de la révision du POS et sa transformation en PLU ;
- 10 de solliciter de l'Etat conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision ;

11 dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du POS avec transformation en PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 20 article 202).

Conformément à l'article L123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération est notifiée ;

- au Préfet ;
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général ;
- au Président de l'Etablissement Public en charge du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;
- au Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
- au Président de l'établissement public de coopération intercommunal compétent en matière de programme local de l'habitat ;
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture ;

La présente délibération sera également notifiée à :

- les communes voisines
- les opérateurs et concessionnaires de réseaux ayant des intérêts sur la commune : (TRAPIL, SPSE).

Conformément à l'article R130-20 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera adressée, pour information, au centre de la propriété forestière.

Conformément à l'article R123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- ☐ D'un affichage en Mairie durant un mois ;
- ☐ D'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Décision prise à l'unanimité des voix.

Pour extrait conforme,
Le 2 décembre 2014
Le Maire
Gérard LEDIG

Certifié exécutoire
Compte tenu de la publication
Et de la réception en Sous Préfecture
NEUFGRANGE, le 02/12/14



